

Du **CODE CIVIL**

à la **MÉTHODE
JURIDIQUE**

Suivez le guide !



Fanny Brunel



_____ *Prélude*
SE QUESTIONNER

Du Code civil à la méthode du raisonnement juridique, suivez le guide !

Un guide, pour quoi faire ?

Les contraintes du présent tiennent aux fondations du passé et à l'anticipation du futur puisque le tout doit s'articuler, mieux s'articuler juridiquement. Le juriste a l'habitude de consulter les textes. Mais fort de son expérience, il ne les vérifie vraiment avant de rédiger son acte, ses conclusions, ou bien encore la motivation de sa décision dont il maîtrise la méthode que lorsqu'il a un doute sur leur modification, leur champ d'application ou qu'il sort de sa spécialité. L'étudiant, lui, apprend son cours et la méthode avant d'appliquer l'un et l'autre, voire l'un à l'autre. Il a tendance à ne se référer qu'ensuite au Code civil pour trouver notamment une référence jurisprudentielle illustrant son propos sous les articles objets du thème traité. De fait, il conviendrait de partir de la méthode du raisonnement juridique pour aller vers le Code civil, le comprendre et l'exploiter par l'interprétation que celle-ci soit nôtre ou issue de la jurisprudence, pour parfaire le raisonnement issu de l'intuition. Il paraît donc osé de partir du Code civil pour tendre vers le raisonnement juridique. Et ce d'autant plus qu'un Sage pourrait nous dire de rester au Code civil, d'en faire notre point de départ et notre point d'arrivée, le voyage au travers des pages se suffisant à lui-même. Que tout le raisonnement du droit civil est là. C'est pourtant le parti pris dans cet ouvrage.

La tentation du cocon est grande mais toute personne voulant réussir en droit se doit d'être curieuse or étancher sa curiosité rime rarement avec facilité. La solution est alors de se muscler le cortex. La pensée sera plus claire et la réflexion plus profonde. Pour ce faire il vous est proposé de partir en voyage, un voyage de raison, en raison, rendu possible grâce aux guides que seront les connecteurs logiques au sens propre ici.

Les mots de liaison agissent en effet comme des boussoles menant le raisonnement sur les bons ponts de compréhension. C'est l'enchaînement des connecteurs logiques dans un certain ordre qui guide le lecteur

sur le chemin de la pensée de l'auteur. C'est eux qui permettent de retracer le raisonnement de l'auteur comme celui des juges¹, telle la Cour de cassation via leurs syllogismes.

Le syllogisme est la méthode qui permet au raisonnement juridique de naître. Le syllogisme signifie étymologiquement « avec raison² ». Il s'agit d'un « raisonnement déductif formé de trois propositions, deux prémisses (la majeure et la mineure) et une conclusion, tel que la conclusion est déduite du rapprochement de la majeure et de la mineure³ ». Le rôle des connecteurs logiques sera dans cette configuration d'articuler chaque élément du syllogisme avec les autres pour former un raisonnement syllogistique qui a du sens et véhiculera une certaine sécurité juridique.

Le présent ouvrage se propose alors humblement de se saisir des mots de liaison présents dans le Code civil afin de guider dans la progression du travail universitaire jusqu'à la pratique⁴.

-
1. Cet exercice étant bien connu des étudiants de deuxième année.
 2. « du lat. *sylogismus*, qui vient de συλλογισμός, de σύν, avec, et λόγος, raison ». V. Dictionnaire Le Littré, v. « syllogisme, <https://www.littre.org/definition/syllogisme>.
 3. Centre National de Ressources Textuelles et Lexicales, v. « syllogisme », <https://www.cnrtl.fr/definition/syllogisme>
 4. V. rédaction de clauses dans les exercices.

Pourquoi s'intéresser aux connecteurs logiques ?

Il pourrait paraître étrange de s'intéresser aux connecteurs logiques, à tous ces petits mots qu'on utilise sans même y penser parce qu'ils ne sont pas notionnels, et qu'ils n'évoquent pas l'objet d'un cours de droit. Pourtant « Aristote dans sa *Poétique* insère les connecteurs parmi les éléments fondamentaux de la langue derrière l'unité minimale du son (notre phonème) et la syllabe. Parmi les connecteurs, conçus extensivement comme éléments de la langue « hors de la portée de la sémantique », sont inclus : les particules de coordination, les marqueurs de subordination, les particules de discours (...), auxquelles on attribue la fonction de marquer le début, la fin et la séparation des discours¹ ». Cette citation de Paolo Poccetti montre l'importance des mots de liaison dans toute argumentation, tel le raisonnement juridique. En effet ce dernier exige clarté et cohérence. C'est pourquoi les connecteurs logiques, rythmant l'agencement des arguments dans un ordre logique, confèrent au raisonnement juridique logique², sens et portée. Ce sont de véritables aiguilleurs.

À titre d'illustration, prenons le titre du présent ouvrage *Du Code civil à la méthode du raisonnement juridique* : l'articulation des prépositions « du » et « à » permet de transcrire l'idée de direction, de chemin et de mouvement entre un point de départ et un point d'arrivée. Aussi les connecteurs logiques du Code civil sont-ils des outils à comprendre (partie 1) et à s'approprier (partie 2).



ATTENTION

Si le connecteur a pour rôle d'articuler le raisonnement, la présence d'un connecteur ne suffira pas à combler les failles ou l'incohérence du raisonnement présenté. Aussi faut-il mobiliser le bon connecteur au bon moment et au bon endroit.

1. P. Poccetti, « La réflexion autour de la ponctuation dans l'Antiquité gréco-latine », *Langue française* 2011/4, n° 172, pages 19 à 35.
2. La logique juridique a notamment été étudiée par Hugues Rabault, qui a établi des tables de vérité à partir de certains connecteurs logiques : v. not. H. Rabault, « Le problème de l'interprétation de la loi : la spécificité de l'herméneutique juridique », *Rev. Phil. Et sc. Humaines*, <https://journals.openedition.org/leportique/587?type=auteur&lang=en#tocto1n3>

Jeux d'enquête à effectuer dans le Code civil à partir des notes de bas de page du présent ouvrage

L'étude présentée en partie I de cet ouvrage invite tout étudiant à voyager dans les notes de bas de pages¹ et à chercher les références dans le Code civil afin de s'exercer.

Le droit oblige souvent le juriste à travailler avec plusieurs documents à la fois. Aller du présent texte au bon article d'un Code civil papier à jour sera donc un exercice utile pour comprendre les illustrations appuyant la démonstration, mais aussi un entraînement pour se familiariser avec le Code ou pour gagner en rapidité dans ses recherches.

Les exemples ont été choisis de manière à ce que tout étudiant en droit trouve des notions au programme de son niveau. Un étudiant en Master trouvera ainsi des textes qui l'intéressent et redécouvrira des notions vues dans le passé. Outre le travail de recherche du texte et de l'observation de son utilisation du connecteur à l'étude, le lecteur pourra effectuer une révision voire une actualisation de ses connaissances.

De même les ouvrages et articles en bas de page, lesquels se trouvent répertoriés dans la bibliographie, seront utiles à tout étudiant. Un certain nombre sont des références en droit et en tant que telles font partie du socle d'une bonne culture juridique².



À NE PAS OUBLIER

Tout juriste est un curieux, un être à l'affût de la moindre modification, actualité et du moindre détail.

N'oubliez pas de relever les indices dans le corps du texte : dégradés de gris, termes soulignés, mis en gras, surlignés, tous auront leur signification.

1. Cf. *infra* pour une explication de la note de bas de page.

2. Nous ne pouvons toutefois pas être exhaustifs.

À quoi sert une note de bas de page ?

Une note de bas de page, aussi appelée note infrapaginale ou apostille, se situe – comme son nom l’indique – le plus souvent en bas de la page de laquelle s’opère le renvoi. Néanmoins, il arrive parfois que le numéro marquant le renvoi à la note se situe en fin d’article ou d’ouvrage. Pour mettre en valeur leur contenu sans alourdir le propos, elles apparaissent en dehors du corps du texte. Sur la forme, elles segmentent la page en deux : les développements et leur crédibilisation – bien qu’en caractère plus petit – par les références sur lesquelles l’auteur s’appuie pour avancer ses propos. D’ailleurs un trait marque la rupture entre le corps du texte et les notes de bas de page afférentes.

Les éléments que les notes de bas de page contiennent sont une mine d’or pour le lecteur. En effet, outre leur fonction de crédibilisation de l’information, elles donnent au lecteur les coordonnées pour retrouver lui-même le document source de l’auteur et ainsi s’assurer que ce document existe et a été, selon lui, correctement interprété par l’auteur. Mieux, le lecteur pourra y trouver de plus amples développements sur un point que l’auteur n’a pu, lui, qu’effleurer. Tout lecteur attentif et pointilleux lira la note de bas de page¹.

La note de bas de page peut aussi fonctionner comme des vecteurs d’aller-retour dans le document lui-même pour renvoyer à un point déjà traité (cf. *supra*) ou à un point qui le sera plus tard (cf. *infra*) pour rassurer le lecteur : des précisions lui seront données plus avant dans sa lecture afin qu’il ne se perde pas.

Mais le lecteur ne se perdra pas si, et seulement si, il comprend comment lire la note de bas de page et s’il en saisit le rôle.

1. Pour plus d’information sur l’histoire de la note de bas de page v. S. Al Matary, « Mais qui lit les notes de bas de page ? », 13 févr. 2023, <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/sans-oser-le-demander/mais-qui-lit-les-notes-de-bas-de-page-9157492>

Exemple : F. Brunel, *L'abstention du titulaire d'une prérogative patrimoniale en droit privé*, thèse en ligne, p. 99 :

99. **Hypothèse.** Durant le temps imparti, après s'être abstenu, peut-être pour profiter d'une période de réflexion sur la conduite à adopter³⁰³, le titulaire du droit peut décider d'agir. Ceci signifie qu'il exerce positivement son droit tel que prévu ou bien qu'il y renonce. En conséquence, les personnes intéressées par le choix du titulaire du droit sont fixées et leur incertitude prend fin. Après tout, par exemple, le but de la mise en demeure est justement de faire cesser l'incertitude du débiteur sur la volonté du créancier de recouvrer sa créance³⁰⁴.

³⁰¹ Cf *Infra* n° 96 et 103.

³⁰² M. BANDRAC, *La nature juridique de la prescription extinctive en matière civile*, préf. P. RAYNAUD, Economica, coll. Dr. Civ. Etudes et recherches, 1986, n° 82, p. 89.

³⁰³ Cf *Infra* n° 188 et n° 353.

³⁰⁴ C. POPINEAU-DEHAULLON, *Les remèdes de justice privée à l'inexécution du contrat. Étude comparée*, Préf. M. GORÉ, LGDJ, Bibl. dr. privé, t. 398, 2008, v. p. 447, n° 841 : mise en demeure est le « moyen de prévenir le débiteur de l'imminence de la sanction tout en lui donnant une dernière chance de l'éviter en exécutant ses obligations » et p. 461, n° 864 : « La mise en demeure lève l'incertitude, dans le chef du débiteur, quant à la volonté du créancier de voir exécuter l'obligation et de mettre en œuvre un remède approprié ».

Comment lire une note de bas de page ?

Structure d'une note

Ouvrage

J. CARBONNIER, *Flexible droit. Pour une sociologie du droit sans rigueur*, LGDJ, 10^e éd. 2001.

Auteur titre de l'ouvrage éditeur, n° édition, année

Article dans une revue

E. PUTMAN, « Le temps et le droit », *Droit et patrimoine*, n° 78, 1^{er} janv. 2000, p. 43.

Auteur titre de l'article revue n° revue date n° page de la revue

Article dans un ouvrage collectif

J. KLEIN, « Le rythme juridique du temps », *in* *Le temps et le droit*, Ass. H. CAPITANT, t. XVIII, Dalloz, *Thèmes et commentaires*, 2014, p. 67.

Auteur titre de l'article titre de l'ouvrage auteur de l'ouvrage collectif

Tome éditeur collection année page

La lecture peut être rendue difficile par le système d'abréviations dont le tableau ci-dessous dresse les principales en droit, mais est facilitée par la mise en page qui est vectrice de sens.

Liste des principales abréviations

| Abréviation | Libellé |
|---------------------|--|
| <i>Adde</i> | Addendum/Additionner |
| AJDA | Actualité juridique de droit administratif |
| AJDI | Actualité juridique de droit immobilier |
| al. | Alinéa |
| Anc. | Ancien |
| Arch. Phil. dr. | Archives de philosophie du droit |
| art. | Article |
| Ass. nat. | Assemblée nationale |
| Ass. Plén. | Assemblée plénière |
| Assoc. | Association |
| Banque et Droit | Revue Banque et Droit |
| Bibl. | Bibliothèque |
| BGB | Bürgerliches Gesetzbuch (Code civil allemand) |
| BODACC | Bulletin officiel des annonces civiles et commerciales |
| Bull. civ. | Bulletin des arrêts de la Cour de cassation (chambres civiles) |
| Bull. Joly Sociétés | Bulletin Joly Sociétés |
| c/ | Contre |
| C. | Cour |
| CA | Cour d'appel |
| Cass. | Cour de cassation |
| CCI | Chambre de commerce internationale |
| C. civ. | Code civil |
| C. com. | Code de commerce |
| C. consom. | Code de la consommation |

| | |
|-------------------------|---|
| CE | Conseil d'État |
| CEDH | Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales |
| Cf. | Confer |
| ch. | Chambre |
| chron. | Chronique |
| CJCE | Cour de justice des Communautés européennes |
| coll. | Collection |
| com. | Chambre commerciale |
| comm. | Commentaire |
| Comp. | Comparer |
| Constr.-urb. | Construction-urbanisme |
| <i>Contra</i> | En sens contraire |
| Contrats, conc. consom. | Contrats, concurrence, consommation |
| copr. | Copropriété |
| CPC | Code de procédure civile |
| CPCE | Code des procédures civiles d'exécution |
| CPI | Code de la propriété intellectuelle |
| D. | Dalloz (Recueil) |
| déc. | Décembre |
| Defrénois | Répertoire du notariat Defrénois |
| dir. | Directeur(s) |
| Doctr. | Doctrine |
| Doc. fr. | Documentation française |
| dr. | Droit |
| Droit et patr. | Revue Droit et Patrimoine |
| éd. | Édition |
| EDED | L'Essentiel Droit des entreprises en difficulté |
| EDUC | L'Essentiel Droit de l'immobilier et de l'urbanisme |
| Ex. | Exemple |
| Fasc. | Fascicule |
| févr. | Février |

| | |
|---------------------------------|--|
| Gaz. Pal. | Gazette du Palais |
| gén. | Général |
| GAJ civ. | Grands arrêts-Jurisprudence civile |
| Ibid. | Ibidem |
| <i>in</i> | Dans |
| <i>Infra</i> | Ci-dessous |
| IR | Informations rapides (Recueil Dalloz) |
| janv. | Janvier |
| juill. | Juillet |
| J.-Cl. | Juris-Classeur (Encyclopédies) |
| JCP E. | Juris-Classeur périodique-Édition Entreprises et affaires |
| JCP G. | Juris-Classeur périodique-Édition générale |
| JCP N. | Juris-Classeur périodique-Édition notariale et immobilière |
| <i>J.O.</i> | Journal officiel |
| JSL | Jurisprudence sociale Lamy |
| Jurispr. | Jurisprudence |
| Lettre d'act. des Proc. coll | Lettre d'action des Procédures collectives |
| LGDJ | Librairie générale de droit et de jurisprudence |
| Loyers et copr. | Revue Loyers et copropriété |
| LPA | Les Petites Affiches |
| Mél. | Mélanges |
| Mis à j. | Mis à jour |
| nov. | Novembre |
| n° | Numéro |
| not. | Notamment |
| Nouv. | Nouveau |
| Obs. | Observations |
| oct. | Octobre |
| op. cit. | Opere citado |
| ord. | Ordonnance |
| p. | Page |

| | |
|----------------------|---|
| préc. | Précité |
| Préf. | Préface |
| Proc. civ. | Procédure civile |
| PUAM | Presses universitaires d'Aix-Marseille |
| PUF | Presses universitaires de France |
| Resp. civ. et assur. | Responsabilité civile et assurance |
| RD banc. et fin. | Revue de droit bancaire et financier |
| RDC | Revue des contrats |
| RDI | Revue de droit immobilier |
| RDSS | Revue de droit sanitaire et social |
| Rép. dr. civ. | Répertoire de droit civil |
| Rev. | Revue |
| Rev. arb. | Revue de l'arbitrage |
| Rev. proc. coll. | Revue des procédures collectives |
| Rev. sociétés | Revue des sociétés |
| RFDA | Revue française de droit administratif |
| RGAT | Revue générale des assurances terrestres |
| RGDA | Revue générale du droit des assurances |
| RGDP | Revue générale des procédures |
| RID comp. | Revue internationale du droit comparé |
| RJDA | Revue de jurisprudence de droit des affaires |
| RJS | Revue de jurisprudence sociale |
| RLDC | Revue Droit civil Lamy |
| RRJ | Revue de recherche juridique et de droit prospectif |
| RSC | Revue de science criminelle et de droit pénal comparé |
| RTD civ. | Revue trimestrielle de droit civil |
| RTD com. | Revue trimestrielle de droit commercial et de droit économique |
| RTDI | Revue trimestrielle de droit immobilier |
| S. | Sirey |
| s. | Suivant |
| sect. | Section |

| | |
|----------------------|---|
| sept. | Septembre |
| soc. | Chambre sociale |
| Somm. | Sommaire |
| spéc. | Spécialement |
| Supra | Ci-dessus |
| t. | Tome |
| TGI | Tribunal de grande instance |
| trad. | Traduction |
| UNIDROIT | Institut National pour l'unification du droit privé |
| v. | Voir |
| vol. | Volume |
| 1 ^{re} civ. | Première chambre civile |
| 2 ^e civ. | Deuxième chambre civile |
| 3 ^e civ. | Troisième chambre civile |

Les différents rôles de la note de bas de page

Les notes de bas de page allègent considérablement le corps du texte et en facilitent indéniablement la lecture. Pour autant, il ne faut pas les minimiser parce qu'elles ont un rôle de crédibilisation du propos en ce qu'elles :

- Comportent la référence d'une œuvre au sens du droit de la propriété intellectuelle afin de citer ses sources ;
- Complètent le propos ;
- Précisent une définition ou une notion en renvoyant à des œuvres spécifiques ;
- Introduisent des exemples ;
- Insèrent des nuances qui rompraient trop le rythme du développement principal.

En somme, l'accessoire suit le principal jusqu'à faire corps avec lui.

Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à raisonner par analogie avec les annotations sous chaque article du Code civil dans les Codes édités rendant compte de la jurisprudence fondamentale rendue sur le fondement annoté.

En clair : lire la page du manuel ou de l'article jusque tout en bas !

Comment utiliser le Code civil ?

Le Code civil est un livre que tout juriste doit ouvrir. Si sa consultation sur Légifrance est pratique, que ses versions numériques proposées par les éditeurs permettent une recherche ponctuelle sur un point particulier pour un juriste avisé qui sait ce qu'il cherche, rien n'équivaut la recherche d'un article dans l'ouvrage. En effet, feuilleter les pages va apprendre à l'étudiant à prendre ses repères dans cet imposant livre. Mieux avec le temps que requiert le papier, les yeux sont attirés plus facilement par des petites informations qui peuvent être très utiles.



À NE PAS OUBLIER

Les devoirs surveillés et partiels autorisant l'utilisation du Code civil font référence au Code papier ! Il convient d'apprendre à être à l'aise avec.

Le Code civil est ainsi un ouvrage qui comprend notamment un plan et un index. Ces éléments permettent de se repérer en son sein. Mieux, la numérotation des articles est la force d'une navigation plus aisée.

N.B. L'image du bateau n'est pas neutre :

Avec une consultation avisée et rigoureuse du Code vous pourrez tout mais le revers de la médaille est de se servir béatement de son Code sans être attentif à la barre et de s'y noyer.

Pour éviter un tel péril, il faut comprendre comment s'articule l'ouvrage dans son ensemble, maîtriser sa composition pour savoir analyser la structure d'un article.

Structure du Code civil

Le Code civil comprend **un titre liminaire** précédant son développement structuré en **livres**.

Les livres sont scindés en **titres**.

Les titres sont subdivisés en **chapitres**

Les chapitres présentent plusieurs **sections**.

Les sections sont dédoublées en **sous-section**.

Les sous-sections sont ramifiées en **paragraphes**.

Le dernier article du Code civil est l'article 2534. Néanmoins, il serait faux de dire que le Code civil comporte 2534 articles puisque ce serait oublier les articles intégrés avec des tirets dans la numérotation (exemple : art. 16-13 ou 515-1 C. civ.) et intégrer des articles abrogés (exemple : art.1452 C.civ.). Le tableau suivant présente cette arborescence (sans les éléments abrogés) en mettant en relief les connecteurs logiques pour mettre en valeur les mots clés du plan. Il fera de plus l'objet d'un exercice (partie exercices).

| Subdivision | Articles |
|--|------------------------------|
| Titre préliminaire : De la publication, des effets et de l'application des lois en général | Articles 1 à 6-2 |
| Livre I^{er} : Des personnes | Articles 7 à 515-13-1 |
| Titre I^{er} : Des droits civils | Articles 7 à 16-14 |
| Chapitre II : Du respect du corps humain | Articles 16 à 16-9 |
| Chapitre III : De l'examen des caractéristiques génétiques d'une personne et de l'identification d'une personne par ses empreintes génétiques | Articles 16-10 à 16-13 |
| Chapitre IV : De l'utilisation des techniques d'imagerie cérébrale | Article 16-14 |
| Titre I^{er} bis : De la nationalité française | Articles 17 à 33-2 |
| Chapitre I ^{er} : Dispositions générales | Articles 17 à 17-12 |
| Chapitre II : De la nationalité française d'origine | Articles 18 à 20-5 |
| Section 1 : Des Français par filiation | Articles 18 à 18-1 |
| Section 2 : Des Français par la naissance en France | Articles 19 à 19-4 |
| Section 3 : Dispositions communes | Articles 20 à 20-5 |
| Chapitre III : De l'acquisition de la nationalité française | Articles 21 à 22-3 |
| Section 1 : Des modes d'acquisition de la nationalité française | Articles 21 à 21-29 |
| Paragraphe 1 : Acquisition de la nationalité française à raison de la filiation | Article 21 |
| Paragraphe 2 : Acquisition de la nationalité française à raison du mariage | Articles 21-1 à 21-6 |
| Paragraphe 3 : Acquisition de la nationalité française à raison de la naissance et de la résidence en France | Articles 21-7 à 21-11 |
| Paragraphe 4 : Acquisition de la nationalité française par déclaration de nationalité | Articles 21-12 à 21-14 |
| Paragraphe 5 : Acquisition de la nationalité française par décision de l'autorité publique | Articles 21-14-1 à 21-25-1 |

| | |
|---|--------------------------|
| Paragraphe 6 : Dispositions communes à certains modes d'acquisition de la nationalité française | Articles 21-26 à 21-27-1 |
| Paragraphe 7 : De la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française | Articles 21-28 à 21-29 |
| Section 2 : Des effets de l'acquisition de la nationalité française | Articles 22 à 22-3 |
| Chapitre IV : De la perte, de la déchéance et de la réintégration dans la nationalité française | Articles 23 à 25-1 |
| Section 1 : De la perte de la nationalité française | Articles 23 à 23-9 |
| Section 2 : De la réintégration dans la nationalité française | Articles 24 à 24-3 |
| Section 3 : De la déchéance de la nationalité française | Articles 25 à 25-1 |
| Chapitre V : Des actes relatifs à l'acquisition ou à la perte de la nationalité française | Articles 26 à 28-1 |
| Section 1 : Des déclarations de nationalité | Articles 26 à 26-5 |
| Section 2 : Des décisions administratives | Articles 27 à 27-3 |
| Section 3 : Des mentions sur les registres de l'état civil | Articles 28 à 28-1 |
| Chapitre VI : Du contentieux de la nationalité | Articles 29 à 31-3 |
| Section 1 : De la compétence des tribunaux judiciaires et de la procédure devant ces tribunaux | Articles 29 à 29-5 |
| Section 2 : De la preuve de la nationalité devant les tribunaux judiciaires | Articles 30 à 30-4 |
| Section 3 : Des certificats de nationalité française | Articles 31 à 31-3 |
| Chapitre VII : Des effets sur la nationalité française des transferts de souveraineté relatifs à certains territoires | Articles 32 à 32-5 |
| Chapitre VIII : Dispositions particulières aux collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution et à la Nouvelle-Calédonie | Articles 33 à 33-2 |
| Titre II : Des actes de l'état civil | Articles 34 à 101-2 |
| Chapitre I ^{er} : Dispositions générales. | Articles 34 à 54 |
| Chapitre II : Des actes de naissance | Articles 55 à 62-1 |
| Section 1 : Des déclarations de naissance | Articles 55 à 59 |
| Section 2 : Des changements de prénoms et de nom | Articles 60 à 61-4 |
| Section 2 bis : De la modification de la mention du sexe à l'état civil | Articles 61-5 à 61-8 |
| Section 3 : De l' acte de reconnaissance | Articles 62 à 62-1 |
| Chapitre III : Des actes de mariage | Articles 63 à 76 |
| Chapitre IV : Des actes de décès | Articles 78 à 92 |
| Chapitre V : Des actes de l'état civil concernant les militaires et marins dans certains cas spéciaux | Articles 93 à 97 |

| | |
|--|---------------------------|
| Chapitre VI : De l'état civil des personnes nées à l'étranger qui acquièrent ou recouvrent la nationalité française | Articles 98 à 98-4 |
| Chapitre VII : De l'annulation et de la rectification des actes de l'état civil | Articles 99 à 101 |
| Chapitre VIII : De la publicité des actes de l'état civil | Articles 101-1 à 101-2 |
| Titre III : Du domicile | Articles 102 à 111 |
| Titre IV : Des absents | Articles 112 à 132 |
| Chapitre I ^{er} : De la présomption d'absence | Articles 112 à 121 |
| Chapitre II : De la déclaration d'absence | Articles 122 à 132 |
| Titre V : Du mariage | Articles 143 à 227 |
| Chapitre I ^{er} : Des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage | Articles 143 à 164 |
| Chapitre II : Des formalités relatives à la célébration du mariage | Articles 165 à 171 |
| Chapitre II bis : Du mariage des Français à l'étranger | Articles 171-1 à 171-9 |
| Section 1 : Dispositions générales | Article 171-1 |
| Section 2 : Des formalités préalables au mariage célébré à l'étranger par une autorité étrangère | Articles 171-2 à 171-4 |
| Section 3 : De la transcription du mariage célébré à l'étranger par une autorité étrangère | Articles 171-5 à 171-8 |
| Section 4 : De l'impossibilité pour les Français établis hors de France de célébrer leur mariage à l'étranger | Article 171-9 |
| Chapitre III : Des oppositions au mariage | Articles 172 à 179 |
| Chapitre IV : Des demandes en nullité de mariage | Articles 180 à 202 |
| Chapitre IV bis : Des règles de conflit de lois | Articles 202-1 à 202-2 |
| Chapitre V : Des obligations qui naissent du mariage | Articles 203 à 211 |
| Chapitre VI : Des devoirs et des droits respectifs des époux | Articles 212 à 226 |
| Chapitre VII : De la dissolution du mariage | Article 227 |
| Titre VI : Du divorce | Articles 229 à 309 |
| Chapitre I ^{er} : Des cas de divorce | Articles 229 à 247-2 |
| Section 1 : Du divorce par consentement mutuel | Articles 229-1 à 232 |
| Paragraphe 1 : Du divorce par consentement mutuel par acte sous signature privée contresigné par avocats, <u>déposé au</u> rang des minutes d'un notaire | Articles 229-1 à 229-4 |
| Paragraphe 2 : Du divorce par consentement mutuel judiciaire | Articles 230 à 232 |
| Section 2 : Du divorce accepté | Articles 233 à 234 |
| Section 3 : Du divorce pour altération définitive du lien conjugal | Articles 237 à 238 |
| Section 4 : Du divorce pour faute | Articles 242 à 246 |

| | |
|---|--------------------------------|
| Section 5 : Des modifications du fondement d'une demande en divorce | Articles 247 à 247-2 |
| Chapitre II : De la procédure du divorce judiciaire | Articles 248 à 259-3 |
| Section 1 : Dispositions générales | Articles 248 à 249-4 |
| Section 2 : De la procédure applicable au divorce par consentement mutuel judiciaire | Articles 250 à 250-3 |
| Section 3 : De la procédure applicable aux autres cas de divorce judiciaire | Articles 251 à 259-3 |
| Paragraphe 1 : De l' <u>introduction</u> de la demande en divorce | Articles 251 à 253 |
| Paragraphe 2 : <u>Des mesures</u> provisoires | Articles 254 à 256 |
| Paragraphe 3 : <u>Des preuves</u> | Articles 259 à 259-3 |
| Chapitre III : Des conséquences du divorce | Articles 260 à 286 |
| Section 1 : De la date à laquelle se produisent les effets du divorce | Articles 260 à 262-2 |
| Section 2 : Des conséquences du divorce <u>pour</u> les époux | Articles 263 à 285-1 |
| Paragraphe 1 : Dispositions générales | Articles 263 à 265-2 |
| Paragraphe 2 : Des conséquences propres aux divorces autres que par consentement mutuel | Articles 266 à 268 |
| Paragraphe 3 : Des prestations compensatoires. | Articles 270 à 281 |
| Paragraphe 4 : Du logement | Article 285-1 |
| Section 3 : Des conséquences du divorce <u>pour</u> les enfants | Article 286 |
| Chapitre IV : De la séparation de corps | Articles 296 à 308 |
| Section 1 : Des cas et de la procédure de la séparation de corps | Articles 296 à 298 |
| Section 2 : Des conséquences de la séparation de corps | Articles 299 à 304 |
| Section 3 : De la fin de la séparation de corps | Articles 305 à 308 |
| Chapitre V : Du conflit des lois relatives au divorce et à la séparation de corps | Article 309 |
| Titre VII : De la filiation | Articles 310-1 à 342-13 |
| Chapitre I ^{er} : Dispositions générales | Articles 310-1 à 311-24-2 |
| Section 1 : Des preuves et présomptions | Articles 310-3 à 311-2 |
| Section 2 : Du conflit des lois relatives à la filiation | Articles 311-14 à 311-17 |
| Section 3 : Des règles de dévolution du nom de famille et du nom d'usage | Articles 311-21 à 311-24-2 |
| Chapitre II : De l'établissement de la filiation | Articles 311-25 à 317 |
| Section 1 : De l'établissement de la filiation <u>par</u> l'effet de la loi | Articles 311-25 à 315 |

| | |
|---|-----------------------------|
| Paragraphe 1: De la désignation de la mère dans l'acte de naissance | Article 311-25 |
| Paragraphe 2: De la présomption de paternité | Articles 312 à 315 |
| Section 2: De l'établissement de la filiation par la reconnaissance | Articles 316 à 316-5 |
| Section 3: De l'établissement de la filiation par la possession d'état | Article 317 |
| Chapitre III : Des actions relatives à la filiation | Articles 318 à 337 |
| Section 1: Dispositions générales | Articles 318 à 324 |
| Section 2: Des actions aux fins d'établissement de la filiation | Articles 325 à 331 |
| Section 3: Des actions en contestation de la filiation | Articles 332 à 337 |
| Chapitre IV: De l'action à fins de subsides | Articles 342 à 342-8 |
| Chapitre V: De l'assistance médicale à la procréation avec tiers donneur | Articles 342-9 à 342-13 |
| Titre VIII : De la filiation adoptive | Articles 343 à 370-5 |
| Chapitre I ^{er} : Des conditions requises pour l'adoption | Articles 343 à 350 |
| Section 1: De l'adoptant | Articles 343 à 343-1 |
| Section 2: De l'adopté | Articles 344 à 345-2 |
| Section 3: Des rapports entre l'adoptant et l'adopté | Articles 346 à 347 |
| Section 4: Du consentement à l'adoption | Articles 348 à 350 |
| Chapitre II : De la procédure et du jugement d'adoption | Articles 351 à 354 |
| Section 1: Du placement en vue de l'adoption | Articles 351 à 352-2 |
| Section 2: De l'agrément | Article 353 |
| Section 3: Du jugement d'adoption | Articles 353-1 à 354 |
| Chapitre III : Des effets de l'adoption | Articles 355 à 369-1 |
| Section 1: Dispositions communes | Article 355 |
| Section 2: Des effets de l'adoption plénière | Articles 356 à 359 |
| Section 3: Des effets de l'adoption simple | Articles 360 à 369-1 |
| Chapitre IV: De l'adoption de l'enfant de l'autre membre du couple | Articles 370 à 370-1-8 |
| Section 1: Dispositions communes | Articles 370-1 à 370-1-2 |
| Section 2: Dispositions propres à l'adoption plénière | Articles 370-1-3 à 370-1-5 |
| Paragraphe 1: Des conditions requises pour l'adoption plénière | Article 370-1-3 |
| Paragraphe 2: Des effets de l'adoption plénière | Articles 370-1-4 à 370-1-5 |
| Section 3: Dispositions propres à l'adoption simple | Articles 370-1-6 à 370-1-8 |
| Paragraphe 1: Des conditions requises pour l'adoption simple | Article 370-1-6 |
| Paragraphe 2: Des effets de l'adoption simple | Articles 370-1-7 à 370-1-8 |

| | |
|---|-----------------------------|
| Chapitre V : De l'adoption internationale, des conflits de lois et de l'effet en France des adoptions prononcées à l'étranger | Articles 370-2 à 370-5 |
| Titre IX : De l'autorité parentale | Articles 371 à 387-6 |
| Chapitre I ^{er} : De l'autorité parentale relativement à la personne de l'enfant | Articles 371 à 381-2 |
| Section 1 : De l'exercice de l'autorité parentale | Articles 372 à 374-2 |
| Paragraphe 1 : Principes généraux | Articles 372 à 373-1 |
| Paragraphe 2 : De l'exercice de l'autorité parentale par les parents séparés | Articles 373-2 à 373-2-5 |
| Paragraphe 3 : De l'intervention du juge aux affaires familiales | Articles 373-2-6 à 373-2-13 |
| Paragraphe 4 : De l'intervention des tiers | Articles 373-3 à 374-2 |
| Section 2 : De l'assistance éducative | Articles 375 à 375-9 |
| Section 2-1 : Mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial | Articles 375-9-1 à 375-9-2 |
| Section 3 : De la délégation de l'autorité parentale | Articles 376 à 377-3 |
| Section 4 : Du retrait total ou partiel de l'autorité parentale et du retrait de l'exercice de l'autorité parentale | Articles 378 à 381 |
| Section 5 : De la déclaration judiciaire de délaissement parental | Articles 381-1 à 381-2 |
| Chapitre II : De l'autorité parentale relativement aux biens de l'enfant | Articles 382 à 387-6 |
| Section 1 : De l'administration légale | Articles 382 à 386 |
| Section 2 : De la jouissance légale | Articles 386-1 à 386-4 |
| Section 3 : De l'intervention du juge des tutelles | Articles 387 à 387-6 |
| Titre X : De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation | Articles 388 à 413-8 |
| Chapitre I ^{er} : De la minorité | Articles 388 à 388-2 |
| Chapitre II : De la tutelle | Articles 390 à 413 |
| Section 1 : Des cas d'ouverture et de fin de la tutelle | Articles 390 à 393 |
| Section 2 : De l'organisation et du fonctionnement de la tutelle | Articles 394 à 413 |
| Paragraphe 1 : Des charges tutélaires | Articles 394 à 397 |
| Paragraphe 2 : Du conseil de famille | Articles 398 à 402 |
| Paragraphe 3 : Du tuteur | Articles 403 à 408-1 |
| Paragraphe 4 : Du subrogé tuteur | Articles 409 à 410 |
| Paragraphe 5 : De la vacance de la tutelle | Articles 411 à 411-1 |
| Paragraphe 6 : De la responsabilité | Articles 412 à 413 |
| Chapitre III : De l'émancipation | Articles 413-1 à 413-8 |

| | |
|---|-----------------------------|
| Titre XI : De la majorité et des majeurs protégés par la loi | Articles 414 à 495-9 |
| Chapitre I ^{er} : Des dispositions générales | Articles 414 à 424 |
| Section 1 : Des dispositions indépendantes des mesures de protection | Articles 414-1 à 414-3 |
| Section 2 : Des dispositions communes aux majeurs protégés | Articles 415 à 424 |
| Chapitre II : Des mesures de protection juridique des majeurs | Articles 425 à 494-12 |
| Section 1 : Des dispositions générales | Articles 425 à 427 |
| Section 2 : Des dispositions communes aux mesures judiciaires | Articles 428 à 432 |
| Section 3 : De la sauvegarde de justice | Articles 433 à 439 |
| Section 4 : De la curatelle et de la tutelle | Articles 440 à 476 |
| Sous-section 1 : De la durée de la mesure | Articles 441 à 443 |
| Sous-section 2 : De la publicité de la mesure | Article 444 |
| Sous-section 3 : Des organes de protection | Articles 445 à 457 |
| Paragraphe 1 : Du curateur et du tuteur | Articles 446 à 453 |
| Paragraphe 2 : Du subrogé curateur et du subrogé tuteur | Article 454 |
| Paragraphe 3 : Du curateur ad hoc et du tuteur ad hoc | Article 455 |
| Paragraphe 4 : Du conseil de famille des majeurs en tutelle | Articles 456 à 457 |
| Sous-section 4 : Des effets de la curatelle et de la tutelle quant à la protection de la personne | Articles 457-1 à 463 |
| Sous-section 5 : De la régularité des actes | Articles 464 à 466 |
| Sous-section 6 : Des actes faits dans la curatelle | Articles 467 à 472 |
| Sous-section 7 : Des actes faits dans la tutelle | Articles 473 à 476 |
| Section 5 : Du mandat de protection future | Articles 477 à 494 |
| Sous-section 1 : Des dispositions communes | Articles 477 à 488 |
| Sous-section 2 : Du mandat notarié | Articles 489 à 491 |
| Sous-section 3 : Du mandat sous seing privé | Articles 492 à 494 |
| Section 6 : De l'habilitation familiale | Articles 494-1 à 494-12 |
| Chapitre III : De la mesure d'accompagnement judiciaire | Articles 495 à 495-9 |
| Titre XII : De la gestion du patrimoine des mineurs et majeurs en tutelle | Articles 496 à 515 |
| Chapitre I ^{er} : Des modalités de la gestion | Articles 496 à 509 |
| Section 1 : Des décisions du conseil de famille ou du juge | Articles 500 à 502 |
| Section 2 : Des actes du tuteur | Articles 503 à 509 |

| | |
|--|----------------------------------|
| Paragraphe 1 : Des actes que le tuteur accomplit sans autorisation | Articles 503 à 504 |
| Paragraphe 2 : Des actes que le tuteur accomplit avec une autorisation | Articles 505 à 508 |
| Paragraphe 3 : Des actes que le tuteur ne peut accomplir | Article 509 |
| Chapitre II : De l'établissement, de la vérification et de l'approbation des comptes | Articles 510 à 514 |
| Chapitre III : De la prescription | Article 515 |
| Titre XIII : Du pacte civil de solidarité et du concubinage | Articles 515-1 à 515-8 |
| Chapitre I ^{er} : Du pacte civil de solidarité | Articles 515-1 à 515-7-1 |
| Chapitre II : Du concubinage | Article 515-8 |
| Titre : XIV : Des mesures de protection des victimes de violences | Articles 515-9 à 515-13-1 |
| | |
| Livre II : Des biens et des différentes modifications de la propriété | Articles 515-14 à 710-1 |
| Titre I^{er} : De la distinction des biens | Articles 516 à 543 |
| Chapitre I ^{er} : Des immeubles | Articles 517 à 526 |
| Chapitre II : Des meubles | Articles 527 à 536 |
| Chapitre III : Des biens dans leurs rapports avec ceux qui les possèdent | Articles 537 à 543 |
| Titre II : De la propriété | Articles 544 à 577 |
| Chapitre I ^{er} : Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose | Articles 547 à 550 |
| Chapitre II : Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose | Articles 551 à 577 |
| Section 1 : Du droit d'accession relativement aux choses immobilières | Articles 552 à 564 |
| Section 2 : Du droit d'accession relativement aux choses mobilières | Articles 565 à 577 |
| Titre III : De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation | Articles 578 à 636 |
| Chapitre I ^{er} : De l'usufruit | Articles 578 à 624 |
| Section 1 : Des droits de l'usufruitier | Articles 582 à 599 |
| Section 2 : Des obligations de l'usufruitier | Articles 600 à 616 |
| Section 3 : Comment l'usufruit prend fin | Articles 617 à 624 |
| Chapitre II : De l'usage et de l'habitation | Articles 625 à 636 |
| Titre IV : Des servitudes ou services fonciers | Articles 637 à 710 |
| Chapitre I ^{er} : Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux | Articles 640 à 648 |

| | |
|---|-----------------------------|
| Chapitre II : Des servitudes établies par la loi | Articles 649 à 685-1 |
| Section 1 : Du mur et du fossé mitoyens | Articles 653 à 673 |
| Section 2 : De la distance et des ouvrages intermédiaires requis pour certaines constructions | Article 674 |
| Section 3 : Des vues sur la propriété de son voisin | Articles 675 à 680 |
| Section 4 : De l'égout des toits | Article 681 |
| Section 5 : Du droit de passage | Articles 682 à 685-1 |
| Chapitre III : Des servitudes établies par le fait de l'homme | Articles 686 à 710 |
| Section 1 : Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens | Articles 686 à 689 |
| Section 2 : Comment s'établissent les servitudes | Articles 690 à 696 |
| Section 3 : Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due | Articles 697 à 702 |
| Section 4 : Comment les servitudes s'éteignent | Articles 703 à 710 |
| Titre V : De la publicité foncière | Article 710-1 |
| Chapitre unique : De la forme authentique des actes | Article 710-1 |
| | |
| Livre III : Des différentes manières dont on acquiert la propriété | Articles 711 à 2278) |
| Dispositions générales | Articles 711 à 717) |
| Titre I^{er} : Des successions | Articles 720 à 892 |
| Chapitre I ^{er} : De l'ouverture des successions, du titre universel et de la saisine | Articles 720 à 724-1 |
| Chapitre II : Des qualités requises pour succéder – De la preuve de la qualité d'héritier. | Articles 725 à 730-5 |
| Section 1 : Des qualités requises pour succéder. | Articles 725 à 729-1 |
| Section 2 : De la preuve de la qualité d'héritier. | Articles 730 à 730-5 |
| Chapitre III : Des héritiers | Articles 731 à 767 |
| Section 1 : Des droits des parents en l'absence de conjoint successible. | Articles 733 à 755 |
| Paragraphe 1 : Des ordres d'héritiers | Articles 734 à 740 |
| Paragraphe 2 : Des degrés | Articles 741 à 745 |
| Paragraphe 3 : De la division par branches, paternelle et maternelle | Articles 746 à 750 |
| Paragraphe 4 : De la représentation | Articles 751 à 755 |
| Section 2 : Des droits du conjoint successible | Articles 756 à 767 |
| Paragraphe 1 : De la nature des droits, de leur montant et de leur exercice | Articles 756 à 758-6 |
| Paragraphe 2 : De la conversion de l'usufruit | Articles 759 à 762 |

| | |
|--|--------------------------|
| Paragraphe 3: Du droit au logement temporaire et du droit viager au logement | Articles 763 à 766 |
| Paragraphe 4: Du droit à pension | Article 767 |
| Chapitre IV : De l'option de l'héritier | Articles 768 à 808 |
| Section 1: Dispositions générales | Articles 768 à 781 |
| Section 2: De l'acceptation pure et simple de la succession | Articles 782 à 786 |
| Section 3: De l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net | Articles 787 à 803 |
| Paragraphe 1: Des modalités de l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net | Articles 787 à 790 |
| Paragraphe 2: Des effets de l'acceptation de la succession à concurrence de l'actif net | Articles 791 à 803 |
| Section 4: De la renonciation à la succession | Articles 804 à 808 |
| Chapitre V : Des successions vacantes et des successions en déshérence | Articles 809 à 811-3 |
| Section 1: Des successions vacantes | Articles 809 à 810-12 |
| Paragraphe 1: De l'ouverture de la vacance | Articles 809 à 809-3 |
| Paragraphe 2: Des pouvoirs du curateur | Articles 810 à 810-6 |
| Paragraphe 3: De la reddition des comptes et de la fin de la curatelle | Articles 810-7 à 810-12 |
| Section 2: Des successions en déshérence | Articles 811 à 811-3 |
| Chapitre VI : De l'administration de la succession par un mandataire | Articles 812 à 814-1 |
| Section 1: Du mandat à effet posthume. | Articles 812 à 812-7 |
| Paragraphe 1: Des conditions du mandat à effet posthume. | Articles 812 à 812-1-4 |
| Paragraphe 2: De la rémunération du mandataire. | Articles 812-2 à 812-3 |
| Paragraphe 3: De la fin du mandat à effet posthume. | Articles 812-4 à 812-7 |
| Section 2: Du mandataire désigné par convention. | Article 813 |
| Section 3: Du mandataire successoral désigné en justice. | Articles 813-1 à 814-1 |
| Chapitre VII : Du régime légal de l'indivision. | Articles 815 à 815-18 |
| Section 1: Des actes relatifs aux biens indivis. | Articles 815-2 à 815-7-1 |
| Paragraphe 1: Des actes accomplis par les indivisaires. | Articles 815-2 à 815-3 |
| Paragraphe 2: Des actes autorisés en justice. | Articles 815-4 à 815-7-1 |
| Section 2: Des droits et des obligations des indivisaires. | Articles 815-8 à 815-16 |
| Section 3: Du droit de poursuite des créanciers. | Article 815-17 |
| Section 4: De l'indivision en usufruit. | Article 815-18 |
| Chapitre VIII : Du partage | Articles 816 à 892 |